

Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 254 - 10 juillet 1992 - prix : 9 F



BLOCAGES ROUTIERS DES CAMIONNEURS ET DES PAYSANS



**C'EST
LE SYSTÈME
QUI
DÉBLOQUE !**

M6189 - 1254 - 9,00 F



AFP

BLOCAGES ROUTIERS DES CAMIONNEURS ET DES PAYSANS :

C'EST LE SYSTÈME QUI DÉBLOQUE !

■ Après huit jours de barrages routiers qui ont bloqué les transports de marchandises et une partie importante du trafic routier, dont les départs des vacanciers de juillet, il semble que sur la plupart des grands axes la circulation est redevenue possible. Visiblement, un grand nombre de camionneurs ne sont pas satisfaits par les propositions gouvernementales. C'est que, si celles-ci prévoient pour les camionneurs un réaménagement du temps de travail, l'introduction de quelques réglementations et un certain assouplissement dans la mise en pratique du permis à points, le gouvernement affirme qu'il n'a pas l'intention de remettre en cause celui-ci.

Le gouvernement, qui dans les premiers jours du conflit refusait avec mépris toute concession, a bien dû changer d'attitude vis-à-vis de ceux que Mitterrand, dans un de ses élans de commisération tardive et opportuniste, a comparés à des "serfs" du Moyen Age.

Il faut dire qu'avec la mise en place du permis à points, le gouvernement avait trouvé une réponse simple aux problèmes que pose le fait que chaque année la route fait quelque 10 000 morts et près de 200 000 blessés. Mais cette réponse était un peu trop simple. Elle se heurtait aux lois économiques que le régime défend.

En effet, une partie de l'insécurité sur les routes provient du fait que, depuis dix ans, la circulation des poids lourds a bien plus augmenté que celle des voitures particulières. Et cela parce que les industriels et les gros commerçants en tout genre veulent réduire leurs stocks, travailler "à flux tendu" comme ils disent, et qu'ils n'ont rien trouvé de mieux que de se servir de la route, des autoroutes et des routiers pour cela. Et plus on construit d'autoroutes, plus il y a de routiers dessus. Il paraît même que cela va encore empirer d'ici l'an 2 000 !

Le gouvernement n'a ni les moyens, ni la volonté de changer tout cela. Alors tant pis pour les chauffeurs routiers.

Car, pour cette catégorie de travailleurs, le permis à points c'est une menace directe. Appliqué strictement il signifierait pour beaucoup qu'à court terme ils pourraient perdre leur permis - et qu'en serait-il de leur emploi ?

Premières victimes de cette mau-

vaise organisation sociale, les camionneurs roulent trop vite, trop longtemps, avec trop de fatigue accumulée ; et du coup ils sont un danger sur la route.

Ils ne sont bien sûr pas responsables de cette situation mais en se contentant de réclamer le retrait du permis à points, les routiers réclament simplement le droit de continuer à être un risque pour eux comme pour les autres. Ils sont peut-être fidèles à un individualisme et à un corporatisme traditionnels dans leur profession, mais cela ne change rien.

conditions de travail, pas de continuer à prendre des risques.

C'est d'ailleurs sur ce terrain que le gouvernement, désireux de les voir dégager les routes, a tenté de leur donner des garanties. Il s'est engagé à sanctionner ceux qui leur imposeraient des missions impossibles et à faire prendre en charge par les employeurs certains risques. Mais comment le gouvernement inspirerait-il confiance aux salariés de cette profession ? Ne le voit-on pas cautionner partout les réductions d'effectifs, les accélérations de cadences, les dérèglements - lorsqu'il ne les ordonne pas, quand il est lui-même employeur.

Alors bien sûr dans cette mobilisation des routiers contre le permis à points, il y a de la place pour les manipulations des patrons de cette profession. Il pourrait même bien y avoir un jour, derrière celle-ci, la manipulation politique, celle de la droite par exemple, sous prétexte que le gouvernement actuel se dit de gauche.

Et il est vrai que la seule façon de tirer les routiers dans une autre direction serait que d'autres catégories de salariés entrent elles aussi radicalement en lutte, aussi radicalement même si c'est sous d'autres formes, contre leurs propres patrons et contre le gouvernement. Et ne pas laisser les paysans, qui dans le contexte actuel tirent eux aussi vers la droite, se joindre seuls aux routiers.

La fatigue qui s'accumule, à cause du travail qui s'appesantit ou des horaires qui s'allongent, la baisse des salaires, guère compensée par des primes liées aux cadences ou aux heures supplémentaires, les accidents du travail, y compris mortels, de plus en plus nombreux sur les chantiers et dans les usines : toute la classe ouvrière aurait pourtant les mêmes revendications à défendre que les routiers salariés.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les routiers sont combattifs, certes, ils viennent de le montrer. Mais parce que les routiers salariés ne sont pas organisés indépendamment des patrons, ils se laissent trop souvent manipuler par ceux-ci. Car ces patrons préfèrent évidemment voir leurs salariés s'insurger contre le permis à points plutôt que directement contre les horaires invraisemblables, contre les pressions pour aller plus vite, contre les salaires qui sont des salaires de misère quand ils ne sont pas complétés par des primes qui récompensent les temps records, c'est-à-dire les risques pris de tuer ou de mutiler soi-même ou d'autres. Le véritable intérêt des routiers serait pourtant bien de réclamer d'autres

Transports routiers

Le transport routier a augmenté considérablement depuis vingt ans dans tous les pays industrialisés. En France, en 1970, il représentait 48,4% des marchandises transportées mais il atteignait 68% en 1990, alors que le transport par rail diminuait en proportion, passant pour la même période de 38,2% à 24%.

Evolution vers plus d'efficacité, disait-on, parce que le transport routier est plus souple. On peut voir aujourd'hui que cela n'est pas si évident. Cette évolution ne s'est d'ailleurs pas faite naturellement, selon l'image édifiante qui veut laisser croire que le système capitaliste sait trouver et choisir les meilleures voies pour aller vers le progrès. Les incitations des Etats ont fortement joué. En France en particulier au fil des années, ces incitations gouvernementales se sont multipliées, sous forme de dégrèvements fiscaux de toutes sortes, entre autres sur le gasoil. Pas seulement pour favoriser les transporteurs routiers, mais surtout pour soutenir les secteurs liés au développement de l'infrastructure et de la circulation routières : les cimentiers, les entrepreneurs de travaux publics, les constructeurs automobiles et les sous-traitants, la sidérurgie.

Conséquences : le secteur du transport routier compte actuellement en France 35 000 entreprises-7 000 sociétés nouvelles sont nées entre 1985 et 1989- et emploie 330 000

L'ORGANISATION DU DÉSORDRE SANS LIMITATION DE VITESSE



personnes, créant des conditions de concurrence qui font que, pour avoir le marché, les prix du fret ont baissé. Ils sont parfois bradés. Les bénéficiaires en sont les clients

(industriels, grandes surfaces), mais au détriment des petits transporteurs et des camionneurs salariés pour qui cela se traduit par des journées qui dépassent 10, voire 12 heures,

des mois de 240 heures, par des kilométrages parcourus impressionnants, fréquemment plus de 15 000 kilomètres par mois. Dans cette course effrénée pour obtenir du fret, les chauffeurs

trichent en permanence avec la réglementation existante, fort insuffisante jusqu'alors. La preuve, c'est qu'aujourd'hui le gouvernement présente comme une avancée extraordinaire la réduction -au demeurant bien faible- des horaires de travail et le fait que les employeurs seront reconnus responsables quand ils donneront des consignes qui ne pourront que se traduire par une transgression des réglementations routières. La belle affaire ! Comme si les employeurs laissaient des traces écrites de telles consignes. C'est cette course non maîtrisable en l'état actuel des choses, qui pousse l'artisan, le petit entrepreneur à aller au-delà des limites légales et même humaines, quand il conduit lui-même son camion, et à imposer aux salariés de le faire. Il va sans dire que la trentaine de grosses sociétés de transports qui dominent le marché français, elles, trouvent largement leur profit à cette situation. Et tant pis si l'insécurité croît à cause de cela.

On peut faire de la littérature sur l'inconscience et l'individualisme chez les routiers. Cela existe, c'est incontestable, mais ce n'est rien de côté d'un système qui est encore plus inconscient encore, bien plus irresponsable et à une bien plus vaste échelle.

Jean-Pierre Via

ZÉRO STOCK : QUI PAYE ?

Pour expliquer l'augmentation du trafic des camions, on a parlé du choix des industriels de travailler sans stock, en "flux tendu" comme on dit. Cette technique était présentée comme le summum de la rationalisation, comme la fin du gâchis. En fait elle suppose qu'il n'y ait pas d'anicroche dans les opérations successives de la fabrication. Les barages routiers ont provoqué dans des délais brefs la perturbation du fonctionnement des usines Peugeot, Renault, Citroën. A cette occasion on a pu voir qu'en fait "le flux tendu" consistait à transférer une partie des activités et des frais des entreprises sur les transporteurs, qui se trouvent alors dans la position d'une entreprise sous-traitante. C'est aussi une manière pour les grosses entreprises industrielles et de distribution de transférer une partie de leurs charges sur la collectivité. Car contrairement à la SNCF qui intègre dans ses coûts les frais d'infrastructure, les transporteurs ne payent pas cette infrastructure, sauf par des taxes qui, pour l'essentiel, sont payées par tous les usagers de la route, et qui, en ce qui concerne les camions, sont loin de fournir des recettes qui compensent les coûts.

Peugeot (Sochaux)

TANT EST LE FLUX TENDU QU'À LA FIN IL SE BRISE

La voiture sans vitres, sans pare-brise, est la dernière série limitée dont la production vient d'être arrêtée à deux reprises au centre de Sochaux. Pas possible en effet de parquer dehors des voitures incomplètes. Pas possible non plus de continuer à faire tourner les chaînes faute des approvisionnements en pièces qu'une noria quotidienne de plus de 700 camions apporte en temps ordinaire.

Peugeot est un des grands patrons du pays qui a poussé à l'organisation du travail en "flux tendu". Les halls dans lesquels s'entassaient auparavant des stocks de vitres, de pièces et de composants de toutes sortes se trouvent maintenant sur la route.

Beaucoup de routiers travaillent en fait comme s'ils étaient les caristes de l'usine, acheminant "juste à temps" les centaines d'éléments venant de tous les horizons. Du nord, les moteurs et les boîtes

de vitesses ; de l'est, d'Allemagne, les pièces Bosch, les transmissions et amortisseurs. Du sud, des batteries ; de l'ouest, des pneumatiques et ainsi de suite. S'il y a des responsables de la dégradation des conditions de travail des chauffeurs routiers, Peugeot en est un. La direction, lorsqu'elle a mis plus de 10 000 ouvriers en chômage technique jeudi 2 et mardi 7, s'est présentée en victime. Sans grand succès car les ouvriers de fabrication touchés par cette mise en chômage en ont plus qu'assez, eux aussi, de la dégradation de leurs conditions de travail liée à l'organisation de la production en "flux tendu" et "stock zéro".

Le bras de fer entre les routiers et le gouvernement est suivi avec attention. Un affaiblissement supplémentaire du gouvernement ne sera pas nécessairement perçu comme un affaiblissement de Peugeot et de l'intransigent Calvet.

UN DEMI-SIÈCLE APRÈS

Bousquet et Papon, deux ex-hauts fonctionnaires du régime de Vichy, responsables de bien des crimes, dont l'envoi de Juifs en camps d'extermination, viennent d'être inculpés de crimes contre l'humanité, ce qui s'ajoute à d'autres inculpations. Il ne faut pas croire pour autant que cela accélérera leurs procès : la justice attend que ces deux vieillards (82 ans chacun) s'éteignent. Elle ne veut pas mettre en cause des hauts fonctionnaires même pour des faits aussi anciens. Quant à Papon, chef de la police lors du massacre de Charonne, il n'est même pas inculpé pour ce crime !

IL ÉTAIT L'ARMÉE UNE FOIS...

En Belgique le gouvernement vient de décider la fin du service militaire. A partir du 1er janvier 1994 il n'y aura plus de conscription. Rien n'étant parfait, il existait cependant une armée de métier mais avec moitié moins d'effectifs. En France les autorités continuent de faire semblant de croire que l'armée sert à quelque chose. Mais en dehors d'assurer des soldes pour les officiers et des débouchés pour des engins de morts, invendables autrement, ce ne voit vraiment pas à quoi ça sert. Quand donc cessera-t-on d'envoyer les jeunes perdre leur temps dans les casernes ?

Paris

DES SANS-LOGIS DÉLOGÉS POUR LA TROISIÈME FOIS DE LA RUE PAR LA POLICE

Pendant que devant le château de Vincennes se poursuit un campement précaire de familles de travailleurs sans-abri, à Paris même, les forces de l'ordre empêchent obstinément des familles de sans-logis de dormir sur un coin de trottoir ou dans un square. Le fait qu'un immeuble vide, appartenant à la Ville de Paris, dont l'occupation est revendiquée par les sans-logis, se trouve juste à côté explique aussi l'attitude des autorités.

L'immeuble du 88 rue de Pixérécourt (mais il y en a bien d'autres !) est en effet vide depuis plus de cinq ans, à l'exception d'un seul locataire. Il reste 11 logements libres. Le samedi 27 juin, 35 familles qui s'étaient installées devant, sur des matelas, en avaient été délogées par la police qui avait brutalisé plusieurs personnes et procédé à 24 interpellations.

Le samedi d'après, le 4 juillet, le DAL (Droit Au Logement) avait appelé au même endroit à une manifestation de protestation qui avait réuni quelques centaines de personnes. A la surprise générale, on découvrit sur la façade du 88 rue de Pixérécourt un panneau fraîchement installé et hâtivement écrit, qui indiquait que cet immeuble était destiné à "des jeunes en difficulté" et que des travaux allaient prochainement y être entrepris ! Après des années, la Ville de Paris découvrait d'un coup un prétendu usage pour cet immeuble.

Seulement les familles en question n'avaient toujours pas où dormir. Aussi ont-elles décidé de camper quand même à nouveau sur place. Non pas devant le 88 puisque c'était interdit, mais de l'autre côté de la rue.

Et c'est le dimanche matin, à 6 heures, que les forces de l'ordre sont à nouveau intervenues pour faire dégager les familles. Elles les ont au moins laissées prendre leurs affaires et leurs minuscules matelas en mousse, contrairement à ce qui s'était passé la semaine d'avant. Les familles ont alors erré dans le métro, puis dans une église voisine, puis sont revenues en espérant s'installer sous un kiosque au centre du square de la Place-des-Fêtes. Vers 11 heures la police est à nouveau intervenue, cernant le square, bien qu'il y eût énor-



Les sans-logis, avant qu'ils se fassent déloger par les CRS, le 27 juin.

mement de monde (on était jour de marché) et obligeant à une troisième évacuation.

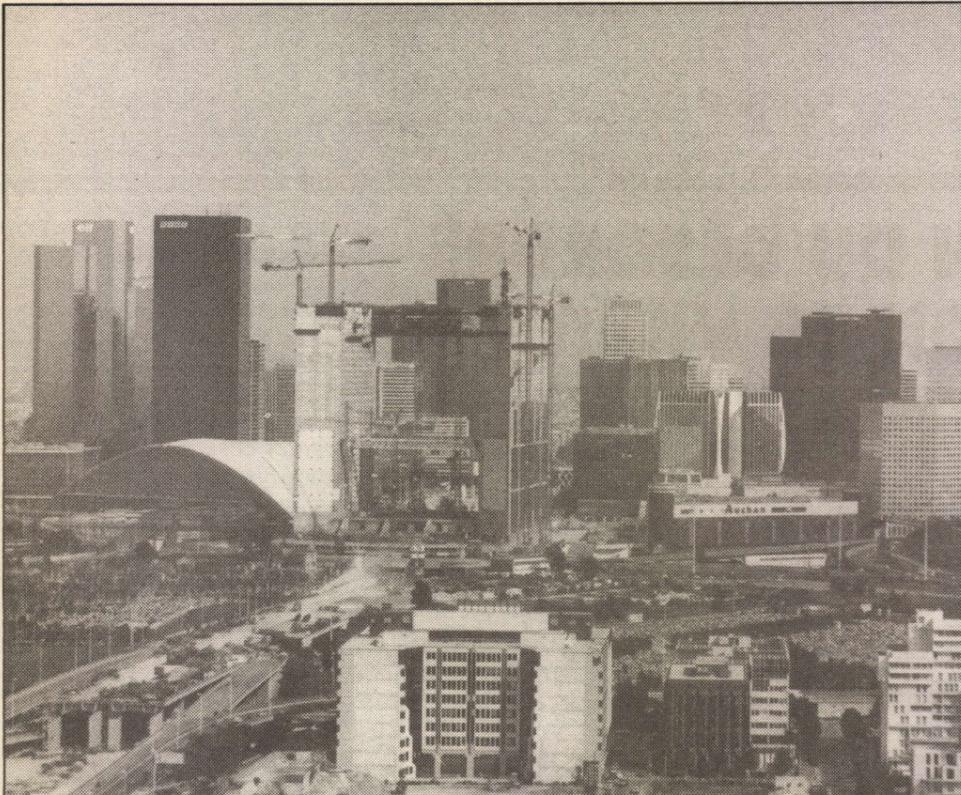
La situation est la suivante : d'un côté il y a des familles de travailleurs (pas des chômeurs ni des marginaux), français et immigrés, qui se sont trouvées expulsées (souvent d'hôtels meublés que l'on démolit pour construire à la place des immeubles "de standing"). Elles pourraient payer un loyer, à condition qu'il ne soit pas extravagant. (Elles ne demandent même que cela et ont d'ailleurs déposé depuis des années des demandes de HLM). Mais elles ne trouvent rien, désespérément rien. De l'autre côté, il y a des immeubles vides appartenant à la Ville, à des banques, des assurances, des organismes

divers (plus de 100 000 logements vides à Paris, selon le dernier recensement). Et il y a les autorités qui refusent d'ouvrir ces immeubles, qui les gardent de côté pour d'éventuelles opérations immobilières.

La Ville de Paris, c'est Chirac, mais la police, c'est le gouvernement. Et les sans-logis ont à affronter l'un et l'autre pour tenter d'imposer leur droit à un logement normal et correct.

Quant à la mise à la disposition de la population des logements et immeubles vides, il n'y a que la mobilisation des travailleurs, et pas seulement de ceux qui sont sans logis, qui pourra l'imposer aux autorités.

A.V.



DU RIFI CHEZ LES SPÉCULATEURS DE L'IMMOBILIER

Pendant que quelques centaines de familles ouvrières de Paris restent sans logement, la presse pro-patronale indique que dans d'autres sphères de la ville se joue un autre genre de drame : cinq importants marchands de biens, liés par des relations d'affaires, sont menacés de règlement judiciaire.

Les dettes de MM. Schwarz, Roblin, Rohou, Isore et Bousquet se montent à 5 milliards de francs. De l'argent qu'ils doivent à un ensemble de banques où l'on retrouve quelques-uns des principaux établissements financiers opérant dans ce secteur : le Comptoir des Entrepreneurs, le Crédit Foncier et la Banque La Hélin. L'un d'entre eux,

Christian Schwartz, est déjà inculpé dans l'affaire de la vente de la tour BP à La Défense.

La spécialité de ces messieurs était de racheter des immeubles, destinés à des entreprises ou à des particuliers fortunés, de les rénover et de les revendre avec de copieuses plus-values. La presse, grande ou spécialisée, parlait dans les années 80 de la "spirale montante des prix" de l'immobilier. Celle-ci avait la forme très concrète de ces intermédiaires se vendant les uns aux autres des affaires en en renchérissant les coûts à chaque tour de table de ce monopoly en grandeur nature.

On a vu alors des étoiles filantes de la spéculation, tel Jeandet aujourd'hui déchu, grimper au firmament de l'immobilier. Sortis du néant, après quelques succès, ils attirèrent à eux les capitaux bancaires soucieux de trouver des profits rapides. Jusqu'au moment, quelques semaines avant la guerre du Golfe, où, les acheteurs ne pouvant plus

suivre, on a commencé à chuchoter qu'il y avait une crise de l'immobilier.

L'échec le plus cuisant fut celui de la revente du siège des NMPP situé place de la Bourse à Paris, où la banque Indosuez a perdu 75 % de sa mise : elle a prêté 87 millions et n'en aurait récupéré que 22. Et le chuchotement est devenu un tintamarre.

Aujourd'hui, responsables du tribunal du commerce, marchands de biens spéculateurs et banquiers se tiennent les coudes pour éviter un dépôt de bilan qui pourrait déclencher une dangereuse réaction en chaîne.

Tel est le monde ordinaire où s'agitent les marchands de biens, qui préfèrent loger les titulaires de comptes en banque garnis, et les banquiers, qui refusent d'augmenter leurs employés de 1 500 F par mois parce que ce ne serait pas réaliste. Le réalisme dont ils font preuve, paraît-il, dans les affaires, conduit, lui, l'ensemble de leur société à la faillite.

J.F.

IL N'Y A RIEN À VOIR

A cause des pollutions industrielles, on voit de moins en moins bien le ciel. Un responsable de l'Agence spatiale européenne a déclaré : "Au rythme actuel,

dans dix ans, l'astrométrie ne sera plus possible sur Terre". Si ça continue, on ne dira plus l'effet de serre, mais l'effet de couverte !

"OUI"

A MURMURÉ CHIRAC



AFP

Chirac votera "oui", le 20 septembre prochain, lors du référendum sur le traité de Maastricht. Il l'a annoncé samedi dernier aux cadres de son parti réunis à Paris.

Il a eu droit de leur part à une bordée de huées et de sifflets comme il n'en avait encore jamais eu, paraît-il. Les gaullistes ont longtemps eu la réputation d'être des "godillots", attendant béats et soumis la décision de leurs chefs pour l'approuver sans réserve. Se révolteraient-ils soudain pour, au lieu de marcher en cadence, se mettre à distribuer les coups de pieds au cul ?

Pas de chance, Chirac. C'est lui qui avait le plus bruyamment réclamé un référendum quand il a été question de ratifier Maastricht. Il est vrai que c'était déjà une façon d'éviter de répondre immédiatement lui-même. Il est aussi le seul des chefs de parti qui ait été réellement piégé par la décision de Mitterrand... de lui donner satisfaction.

C'est que la partie était plus facile pour les autres.

Le Pen n'a pour l'instant qu'une préoccupation, celle de se faire sa place sur l'échiquier politique. Il est encore trop loin du pouvoir pour que la bourgeoisie exige de lui une attitude responsable

même dans l'opposition, comme elle peut le faire des politiciens dont elle se sert couramment. Il peut s'adonner à toute la démagogie qu'il veut. S'il réussit grâce à cette démagogie à prendre assez de poids électoral, alors il sera toujours temps de changer ses positions contre un portefeuille ministériel par exemple. Et s'il sait le faire, c'est là-dessus qu'il sera jugé, pas sur ce qu'il aura pu dire ou faire... pour en arriver là.

Et, en changeant tout ce qu'il faut changer, c'est un peu la même chose de l'autre côté du spectre politique pour le Parti Communiste. Lui aussi doit, avant même de songer à proposer ses services à la bourgeoisie, d'abord tenter de se refaire une santé électorale.

Tous les deux peuvent donc voter "non", dans l'espoir d'attirer les voix de tous les mécontents, sur l'Europe... ou sur tout autre sujet.

Les centristes et les gens de l'UDF, Giscard d'Estaing, Barre ou Léotard avant qu'il ne se prenne les pieds dans ses magouilles financières, avaient eux aussi la partie

aisée. Leur électorat est très majoritairement européen. En faisant voter "oui", ils le satisfont. Au mieux, ils avaient besoin que ce soit évident que ce n'est pas qu'ils s'inclinent devant Mitterrand. Celui-ci, pas très en pointe actuellement dans l'opinion des électeurs, et ayant grand besoin de votes "oui", leur a gentiment donné les assurances voulues l'autre jour à la télé.

Chirac, lui, a la mauvaise place. Il est l'un de ceux qui ont le plus de chances de succéder à Mitterrand. Mais pour cela il faut qu'il agisse en responsable, même dans l'opposition. Et aujourd'hui de toute évidence, la majorité de la bourgeoisie française serait un peu ennuyée qu'il y ait un "non" dans un référendum sur Maastricht. Mais de l'autre côté, la majorité de son électorat traditionnel, par sentiment chauvin, est méfiante, ou carrément contre l'Europe. Même la pseudo-Europe qu'on nous concocte actuellement.

Et pour corser le tout, il a quelques compagnons aux dents longues, Pasqua ou Séguin, qui, eux aussi, plus loin du premier plan,

sont plus libres de se livrer aux démagogues qui peuvent servir leur propre carrière. Et qui n'hésitent pas à flatter les sentiments nationalistes de l'électorat RPR en appelant à voter "non".

Et voilà pourquoi le chef RPR, présidentiable de choc, donne le spectacle piteux de tergiverser, hésiter, reculer, pour finalement se faire huer par les siens quand il se décide enfin.

Nous ne pleurerons pas sur les ennuis de Chirac. D'autant plus qu'il n'est même pas sûr que le spectacle lamentable qu'il vient d'offrir lui ôte ses chances d'être un jour président.

Mais, par contre, ce spectacle, comme les raisons des politiciens RPR de voter "oui" pour Chirac, ou "non" pour Pasqua, nous convainquent bien que ce référendum sera une farce. Et si les politiciens sont comme d'habitude les guignols, le bon peuple ne devrait pas accepter d'être le dindon. En commençant par ne pas se rendre aux urnes le 20 septembre.

Jacques MORAND



Dans
notre courrier

A propos du référendum

"J'ai lu votre édit sur le référendum à venir. Indéniablement, en tant qu'organisation, la position d'abstention de LO est la bonne : voter "oui", c'est cautionner l'Europe des banquiers, voter "non", c'est se satisfaire d'une France isolationniste et capitaliste.

Permettez-moi cependant d'avoir quelques "états d'âme". S'il est vrai que ce vote est un "hochet", son résultat aura aussi bel et bien des répercussions : une victoire du "non" serait une victoire de l'alliance des "beaufs" xénophobes de tout bord, dans les faits une avancée (une de plus !) du nationalisme. (A titre d'exemple, j'ai un collègue de travail PC, proche de la retraite, qui fait déjà campagne pour le "non" en se référant à la mémoire de "nos" morts des deux guerres.) Une victoire du "oui" serait peut-être moins grave... "Leur" Europe continuerait vaille que vaille comme depuis des années...

Ne m'écrivez pas pour me donner votre réponse... Je sais, je sais... En l'absence de luttes sociales massives on ne pourra choisir qu'entre la peste et le choléra...

Amitiés."

P. A.
(Bagnères-de-Bigorre)

Permettez-moi quand même de te répondre. Si nous comprenons bien tes sentiments, tu n'as pas envie de dire "oui" pour ne pas "cautionner l'Europe des banquiers" mais, une victoire des "non" te paraîtrait une "avancée, dans les faits, du nationalisme". Et entre les deux maux, l'un te paraît pire que l'autre. Bref, tu es tenté de voter "oui", à cause des "répercussions" de ce vote "hochet".

Mais un référendum, c'est justement une façon de prendre au piège d'un vote on ne peut plus simplifié (oui ou non) ceux qui ne sont pourtant satisfaits ni par le "oui" ni par le "non". Et la seule façon de ne pas tomber dans le piège, c'est de ne pas participer.

Quant aux répercussions, s'il y en a, il faudra bien les analyser, les comprendre et les combattre.

Le résultat d'un vote donne des renseignements, pas des armes. Ne cherchons pas à choisir quel est le bâton qui nous fera le moins de mal, cherchons plutôt à rendre les coups.

*
*
*

"Je comprends mieux votre appel à l'abstention pour le référendum sur Maastricht et regrette que LCR et Parti des Travailleurs appellent à voter "non". Personnellement, il me déplaît assez de m'abstenir, et l'occasion de s'exprimer est là : j'irai voter nul, avec une formulation pas trop ambiguë : "Oui à l'Europe socialiste, non aux nationalismes". Je rêve sans doute en pensant qu'un tel vote pourrait être prôné par les trotskystes, et permettrait de se compter. Mais peut-être aussi est-ce déjà accorder trop d'importance à des élections face aux multiples problèmes sociaux en cours.

Salutations communistes."

G. M.
(Le Kremlin-Bicêtre)

Notre position en faveur de l'abstention est évidemment circonstancielle, elle tient au caractère même du référendum. Tu crois avoir trouvé une solution : le vote nul qui te permettra d'utiliser ton droit de vote, auquel tu tiens, légitimement, et tu proposes une formulation qui exprimerait ta position en rêvant qu'elle soit défendue par bien d'autres, ce qui "permettrait de se compter". Mais non, les votes blancs et nuls ne sont pas décomptés, si ce n'est globalement. Ta formulation ne pourrait se distinguer d'une autre, de tel ou tel vote blanc, ou bulletin rayé ou annulé. Et puis quoi ? En organisant ce référendum, ce n'est pas l'opinion des citoyens sur Maastricht que Mitterrand veut connaître, il veut réaliser une opération de politique intérieure qui prépare son propre avenir dans le cadre des futures échéances électorales. Ne soyons pas dupes, ne faisons pas comme si on nous demandait notre avis sur l'Europe. C'est cela la supercherie, la malhonnêteté du référendum. Alors, s'abstenir, c'est notre façon de ne pas marcher dans la combine.

Sommet de Munich

À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS MIRACLE

Une fois de plus les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (USA, Japon, Allemagne, France, Angleterre, Canada et Italie) se sont retrouvés en grande pompe pour tenter d'harmoniser leurs politiques économiques afin de sortir de la crise.

Car si, optimisme de façade oblige, tous les gouvernants veulent voir les timides signes d'une reprise, le bilan est toujours aussi inquiétant.

En France, la croissance n'a pas dépassé 0,9% en 1991, alors que les experts économiques attendaient près de 2%, et le chômage est reparti à la hausse, dépassant désormais 10% de la population active. Aux Etats-Unis, la situation n'est guère plus brillante : les 2,5% d'expansion économique enregistrés pendant les quatre années du mandat de Bush font pâle figure face aux 10% et 14% annoncés sous Reagan. Quant au chômage, avec un taux de 7,8% en juin, il atteint son plus haut niveau depuis huit ans. Enfin de l'Italie à l'Allemagne, en passant par les USA, la politique des Etats qui consiste à arroser l'économie grâce aux dépenses publiques engendre des déficits bud-

gétaires croissants ; celui des Américains, après avoir plus que doublé en deux ans, atteignant 400 milliards de dollars selon les dernières estimations.

Croissance trop "molle" pour les uns, reprise "en demi-teinte" pour les autres, bref l'embellie tant de fois annoncée se fait donc toujours attendre tandis que la situation de l'emploi s'aggrave dans la plupart des pays industrialisés.

De Bush à Mitterrand en passant par Kohl et les autres, chacun est donc venu à Munich pour mettre en avant ses solutions miracle pour relancer la croissance. Reste qu'il y a peu de chances que les représentants des sept pays les plus riches arrivent à se mettre d'accord quant aux re-

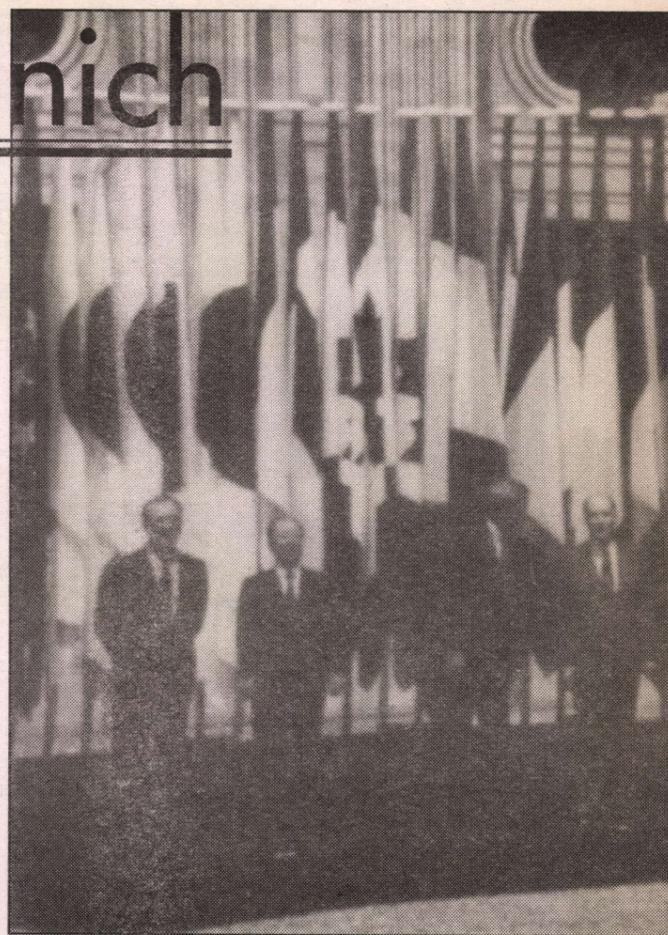
mèdes à apporter à la crise. Car s'ils sont partenaires dans l'exploitation des peuples de la planète, ils sont également représentants de bourgeoisies concurrentes. Du coup, chaque Etat se faisant le défenseur des intérêts de sa propre bourgeoisie, ils se renvoient la balle, en accusant les autres de ne pas jouer le jeu et de ne pas faire assez de concessions pour débloquer la situation.

Ainsi au banc des principaux accusés : les taux d'intérêts jugés trop élevés en Allemagne, et le blocage des accords commerciaux, notamment entre l'Europe et les USA. Mais le gouvernement allemand, aux prises avec ses problèmes de réunification et d'inflation, n'entend pas modifier sa politique économique et abaisser ses niveaux d'intérêts pour l'instant. Résultat, les autres gouvernants européens, voulant éviter le dérapage de leur monnaie face au mark, se plaignent de ne pouvoir abaisser les leurs, et donc de ne pouvoir favoriser les investissements de leurs entreprises.

Le Japon est également montré du doigt. Alors

qu'il est un des rares pays industrialisés à présenter une balance commerciale excédentaire, les autres Etats lui reprochent de freiner la relance de l'économie mondiale en limitant sa consommation intérieure. En fait, les capitalistes américains et européens voudraient bien que le Japon accepte de limiter ses exportations et ouvre plus ses frontières à leurs propres produits. Autre sujet d'inquiétude : les investisseurs japonais qui ont ces dernières années alimenté en capitaux les marchés étrangers aujourd'hui se retirent, les banques devant faire face aux énormes pertes subies dans la spéculation boursière et immobilière au Japon.

Quant aux accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce, ils restent pour l'instant dans l'impasse. Après la réforme du système des aides à l'agriculture, les différents chefs d'Etat européens, et Mitterrand qui doit faire face à l'agitation paysanne en tout premier lieu, espéraient bien des concessions de la part du gouvernement américain. Mais à cinq

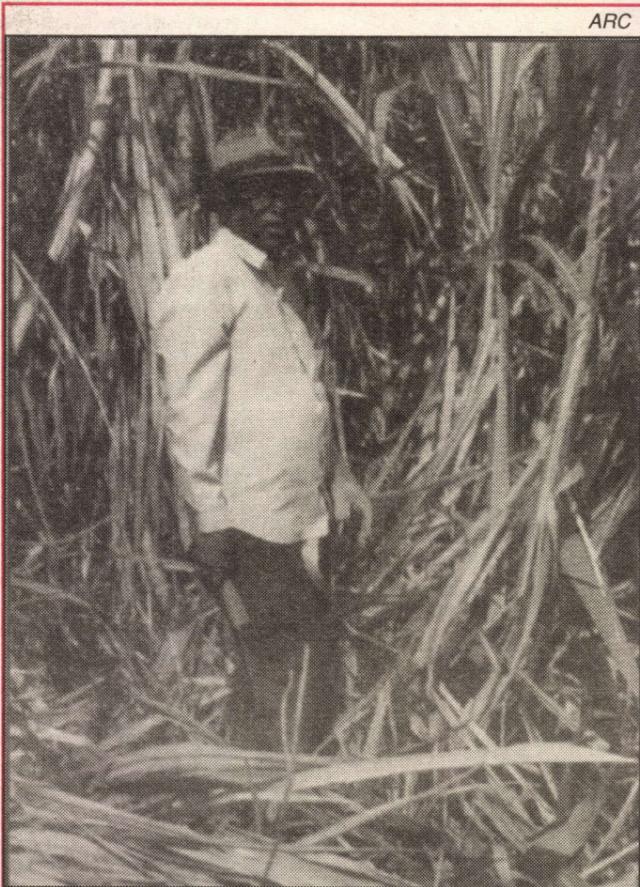


mois des élections présidentielles, Bush qui a bien du mal à remonter dans les sondages n'a pas plus envie de céder sur la taxation des importations d'acier que de renoncer aux subventions accordées par l'Etat américain à ses productions agricoles.

Ainsi chacun des représentants des bourgeoisies les plus riches du globe met en avant ses solutions pour tenter, sinon de relancer l'économie mondiale, du moins de défendre les intérêts de ses propres capitalistes. Mais il y a peu de chances que ces intérêts convergent, surtout en période de crise et de concur-

rence exacerbée. En fait, sommet après sommet, le G7 ne peut que s'incliner devant des rapports de forces, dans lesquels l'impérialisme américain reste dominant. Mais pour les dirigeants occidentaux, à la limite le problème n'est pas là. A défaut de pouvoir annoncer la fin de la stagnation économique, chaque chef d'Etat voudrait surtout pouvoir revenir du sommet de Munich avec quelques gestes en faveur de ses propositions pour redorer son blason face à sa propre opinion publique.

R.M.



Monoculture de la canne à sucre dans la zone caraïbe

DES MENACES DE FAMINE QUI CONDAMNENT LE SYSTÈME

Si l'on en croit un article du *Monde Diplomatique* de juillet 1992, ce sont aujourd'hui des dizaines de millions d'Africains qui sont menacés de famine.

A l'origine de la détérioration de la situation alimentaire de la plupart des pays de cette région du monde, il y a bien sûr l'aggravation de la sécheresse en 1991 et en 1992. Mais pas seulement.

Il y a aussi bien sûr l'existence de conflits armés de différentes sortes, dont la presse ne parle peut-être presque jamais, mais qui, en Ethiopie, au Soudan, en Somalie, au Mozambique pour ne citer que ces exemples, finissent de ruiner une économie déjà précaire et entraînent en permanence des transferts de populations déshéritées et sans aucune ressource.

Mais il y a encore d'autres causes à cette gigantesque catastrophe, et qui impliquent directement la responsabilité des pays riches. En effet dans de nombreux pays d'Afrique certains grands trusts de l'agro-alimentaire, avec bien sûr l'accord des Etats locaux - désireux de faire rentrer à tout prix des devises destinées pour l'essentiel à payer les intérêts de leur dette - ont développé des cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. Du coup une partie croissante de produits de première nécessité sont à leur tour importés et voient leurs prix augmenter et devenir totalement inaccessibles à l'immense majorité des populations. Et ce phénomène est d'autant plus lourd de conséquences que, constamment, les banquiers du

monde occidental exigent par le biais du FMI que les dirigeants locaux restreignent chaque année davantage leurs maigres budgets sociaux et leurs subventions aux produits de première nécessité.

Et pendant ce temps, les dirigeants des grandes puissances continuent de mettre une partie des terres les plus fertiles du monde en jachère, discutent de comment limiter la production d'aliments dont tant de millions d'hommes ont le plus pressant besoin. Cette monstrueuse aberration n'est certes pas nouvelle et les habitants des pays riches s'y sont peut-être trop habitués. Mais elle est une condamnation de ce système fou qu'est le système capitaliste.

Eltsine à Munich

LE PARCOURS DU QUÉMANDANT

Eltsine a beau faire : il ne réussit guère mieux que Gorbatchev à obtenir l'aide occidentale tant réclamée.

Comme lui l'an dernier, il a été reçu au sommet du G7 - les 7 principaux pays industriels - mais seulement le dernier jour de ses travaux. La proposition de Bush d'accepter la Russie comme membre à part entière et de transformer le G7 en G8 n'ayant pas été acceptée. Bush n'a d'ailleurs pas vraiment insisté, mais il lui fallait bien faire un geste envers Eltsine qui a accepté le mois dernier, lors de leur rencontre au sommet à Washington, tout ce que Bush a voulu en matière de désarmement, permettant ainsi à ce dernier de marquer des points auprès de son opinion publique.

La plupart des participants au G7 se disent prêts à aider Eltsine à renforcer sa crédibilité mais ils n'ont guère envie de desserrer les cordons de la bourse, empêtrés qu'ils sont eux-mêmes dans la crise économique, le mécontentement intérieur et la nécessité de donner la priorité à la satisfaction de leurs propres capitalistes, d'autant plus gourmands de la manne étatique que les affaires vont mal.

Alors ils ont tout de même servi Eltsine lors du banquet auquel, paraît-il, il n'était pas convié.

Quant aux gros sous c'est au compte-gouttes qu'ils sont dispensés.

D'ailleurs le problème pour la Russie comme pour les républiques de l'ex-URSS, c'est déjà de réussir à toucher les 24 milliards de dollars que les 7 "grands" avaient décidé de leur accorder en avril dernier. En effet cette aide était assortie de multiples conditions qui font qu'elle est en réalité bloquée depuis. D'abord le Congrès américain n'a toujours pas voté sa quote-part (3 ou 4 milliards de dollars). Et puis l'aide en question était conditionnée à un accord avec le FMI et à la mise en place d'un fonds de stabilisation du rouble. Et pendant des mois les négociations avec le FMI ont bloqué, Eltsine refusant les ultimatums du FMI en matière de libération des prix, ceux de l'énergie en particulier.

Un accord vient enfin d'avoir

lieu le week-end dernier, le FMI acceptant une libération par étapes des prix de l'énergie et la mise en place par étapes du fonds de stabilisation du rouble. Pour l'instant le FMI débloque 1 milliard de dollars, à titre d'essai en quelque sorte, sur les 6 qui devraient constituer le fonds de stabilisation, au terme d'un délai indéterminé tant la lutte contre l'inflation, qui atteint à l'heure actuelle le taux de 650% par an, paraît aléatoire.

C'est dire que la Russie n'est pas près de toucher la fameuse aide de 24 milliards de dollars !

Quant à l'allègement de la dette de la CEI, estimée à 70 milliards de dollars, les 7 ont concédé à Eltsine le "principe" d'un allègement mais

payer le plus cher possible par des concessions politiques les quelques aides qu'ils dispensent chichement. Et la liste des conditions pour que la Russie ait droit à l'aide occidentale ne cesse de s'allonger : il faudrait maintenant qu'Eltsine s'engage sur un calendrier précis de retrait des troupes russes des Pays Baltes, il faudrait qu'il accepte de rendre les Iles Kouriles au Japon, toutes questions délicates qui le mettent en porte-à-faux avec ses opposants qui jouent la carte de l'ultra-nationalisme et critiquent déjà beaucoup Eltsine de quémander de l'argent à l'Occident et de faire de trop grandes concessions pour obtenir de l'argent dont on ne voit guère la

A MITTERRAND LA "REALPOLITIK", SA FEMME ASSURE L'ALIBI "HUMANITAIRE"

Lundi 6 juillet, Danielle Mitterrand et le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire Bernard Kouchner ont échappé de peu en Irak à un attentat à la voiture piégée qui a fait cinq morts et quatorze blessés.

L'épouse du président était là en tant que représentante de l'association qu'elle préside, France-Libertés, préposée à "l'action humanitaire" de la France à l'étranger, et qui s'est fait connaître notamment pour ses interventions en faveur des Kurdes. L'attentat pourrait donc s'expliquer par le mécontentement du régime de Bagdad, mais peut-être aussi d'Ankara ou de Téhéran...

Il est classique que les femmes de présidents soient préposées aux bonnes oeuvres, tandis que leurs maris s'occupent de "realpolitik". Dans le cas du couple Mitterrand, l'opération se déploie sur un théâtre international. Ainsi, il y a peu, Mitterrand s'était rendu en Turquie, dont il avait entre autres rassuré le régime en déclarant que le temps n'était pas venu de créer un Etat kurde. Apparemment, le régime turc lui avait d'ailleurs fait comprendre qu'il était préférable qu'il ne soit pas accompagné de sa femme, restée alors en France, peut-être pour tenter d'intervenir en faveur des réfugiés kurdes menacés d'expulsion par le régime de son propre époux...

Au mari en tout cas le rôle de rassurer les régimes en place, à la femme celui de tenter d'améliorer l'image par l'alibi de "l'action humanitaire"... au prix des risques qui vont avec.

Dire que quelques jours avant l'attentat du 6 juillet, chacun s'extasiait sur le "courage" de Mitterrand parti passer quelques heures à Sarajevo, sans doute parce qu'en faisant cela il ne semblait pas tout à fait dans son rôle. Il faut croire qu'en sautant sur une bombe, la femme du président, elle, aurait été tout à fait dans le sien.



Eltsine en compagnie d'Attali, le président de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement. L'ennui c'est que le G7 ne paye guère plus que la BERD.

l'ont renvoyé devant le Club de Paris qui décidera des modalités et du montant. Bref d'autres démarches en perspective pour Eltsine.

Enfin les 7 ont réussi à se mettre d'accord, difficilement, pour créer un fonds de 700 millions de francs destiné à l'amélioration de la sécurité des centrales nucléaires de l'ex-URSS dont 16 sont, paraît-il, construites sur le modèle de celle de Tchernobyl.

Incapables de mettre vraiment des capitaux dans la balance pour peser sur l'évolution de l'ex-URSS, les dirigeants des grandes puissances s'efforcent de faire

couleur.

Mais après tout, Eltsine, qui s'appuie sur les parvenus qui mettent l'Etat et la société en coupe réglée sans aucune considération pour les difficultés de la population, doit bien savoir que les dirigeants des pays riches, qui représentent les intérêts de grands capitalistes pas moins avides de profits, ne lui feront aucun cadeau. Tout ce que le capitalisme est capable d'apporter à l'ex-URSS, c'est l'anarchie économique, la pénurie et le chômage, l'endettement, la dépendance complète telle que la connaissent les pays sous-développés depuis

**TROP COÛTEUX
LE SYSTÈME
ACTUEL
DE L'UNEDIC ?**

**POURTANT
1,2 MILLION DE CHÔMEURS
N'EN TOUCHENT RIEN !**

Gamma



La négociation sur le mode d'indemnisation des caisses de l'UNEDIC a réuni à nouveau patrons et syndicats le 3 juillet. Le représentant des petites et moyennes entreprises y a expliqué qu'une nouvelle augmentation des cotisations répartie à 50 % entre patrons et travailleurs pourrait être envisagée pour régler les difficultés de trésorerie de l'UNEDIC dont le déficit devrait être de 20 ou 21 milliards de francs à la fin de cette année.

Si cette mesure était adoptée, elle reviendrait, une fois de plus, à faire financer un déficit, créé entièrement par la politique de licenciements du patronat, par les salariés (car même partiellement, cela reste inadmissible). En attendant la prochaine séance, le 17 juillet prochain, il reste que le grand patronat se cramponne toujours à ses propositions de porter à sept jours le différé d'indemnisation des chômeurs, de supprimer les allocations de base exceptionnelles et d'aligner le temps d'indemnisation des chômeurs sur le temps de cotisation des travailleurs.

Pour appuyer ces propositions, le patronat ne cesse de clamer le même leitmotiv : le système actuel de l'UNEDIC lui coûte trop cher. Pourtant ceux qui pourraient légitimement s'en plaindre sont les chômeurs, les premiers intéressés. En effet sur 2 912 600 chômeurs recensés officiellement en mai dernier (mais combien y en a-t-il de plus,

en réalité ?), le système actuellement géré par l'UNEDIC n'en indemnise que 1 663 000, ce qui laisse de côté 1 249 600 travailleurs sans emploi.

Le nouveau système proposé par les patrons se voudrait incitatif à chercher un nouvel emploi. C'est doublement malhonnête. D'une part, les sommes touchées en moyenne par les chômeurs s'inscrivent dans une fourchette qui va de 2 400 à 4 800 F nets. D'autre part, il faut tout de même avoir un certain culot pour aller expliquer aux chômeurs qu'ils doivent faire un effort pour trouver un emploi quand on appartient à la classe patronale dont la principale activité, de ce point de vue, a justement consisté à en supprimer des millions durant ces vingt dernières années !

Les 1 663 000 chômeurs indemnisés par l'UNEDIC se répartissent comme suit : 1 325 000 allocataires de base touchent 4 800 F mensuels nets, 26 000 allocataires de base ex-

ceptionnels à 3 150 F nets et 312 000 allocataires de fin de droits à 2 400 F nets.

Pour mémoire, indépendamment de l'UNEDIC, l'Etat indemnise en plus 52 800 travailleurs en formation-reclassement, dans une fourchette qui va de 3 960 F à 4 800 F nets, et verse environ 2 550 F mensuels nets à 361 100 allocataires de solidarité spécifique.

Même en mettant tous ces systèmes bout à bout, soit 2 076 900 chômeurs indemnisés, il reste encore 835 700 chômeurs recensés qui ne touchent rien de ces systèmes présentés comme si coûteux. Une des nouvelles astuces envisagées — ne pas indemniser plus longtemps que le temps de cotisation effectif — ajouterait même 112 000 nouveaux chômeurs non indemnisés qui, d'un seul coup, passeraient à 947 700.

Tous ceux-là devraient, si l'on suit les pauvres justifications du patronat, être incités à chercher du travail. Leur présence grandissante

dans les statistiques indique bien plus simplement qu'ils n'en trouvent pas et pour certains d'entre eux, comme les travailleurs âgés qui n'ont pas encore droit à la retraite, qu'ils n'en trouveront plus.

Que des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses, dont les efforts ont pourtant contribué à bâtir la richesse du patronat, n'aient plus pour espoir que de toucher le RMI, ce qui signifie des conditions de vie et de santé dégradées, tout cela le patronat s'en fiche comme d'une guigne. Son imagination n'est fertile qu'à sens unique : comment sortir le moins possible d'argent de sa poche.

Mais ces sales coups qui se traquent contre la fraction la plus démunie de la classe ouvrière n'empêchent pas patrons, politiciens et ministres de répéter, la main sur le cœur, que l'emploi reste la priorité des priorités. En paroles, bien sûr.

Jacques FONTENOY

Rhône-Poulenc-Vitry

ENCORE UN SALE COUP D'ABILIS

Depuis de nombreuses années, le nettoyage des bureaux et labos de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry (Val-de-Marne) est effectué par du personnel d'entreprises extérieures. Ces entreprises changent fréquemment car la direction cherche en permanence à réduire les coûts du nettoyage. En début d'année, c'est la société Abilis qui enlevait le marché en proposant d'assurer les mêmes prestations pour un coût inférieur de 20 % environ.

Conformément aux Conventions collectives

du nettoyage, le personnel était repris par le nouveau patron. Dès lors, celui-ci n'eut de cesse de tenter de revenir sur les quelques acquis dont bénéficiaient les quatorze salariés présents à l'usine, depuis des années pour la plupart.

Quant à la direction de Rhône-Poulenc, elle exigeait bientôt qu'une partie des bureaux et des labos soit nettoyée avant et après l'horaire du personnel en "normale". Abilis en profitait alors pour imposer à cinq salariés d'effectuer de nouveaux horaires. Cela revenait à

commencer à 7 h du matin pour terminer à 21 h, avec une pause de 6 heures en milieu de journée. Les employés refusèrent unanimement ces horaires complètement fous et se mirent en grève totale le 22 juin.

Depuis, ils ont eu à faire face aussi bien à l'hypocrisie de la direction de Rhône-Poulenc responsable de cette situation, qu'à l'intransigeance d'Abilis qui, non seulement refusait la moindre concession, mais faisait effectuer une partie du travail des grévistes par

des employés amenés d'autres chantiers.

Mais c'est Abilis qui a eu le culot de demander au tribunal de grande instance de Créteil d'interdire l'accès de l'usine aux grévistes en prétextant un délit d'entrave à la liberté du travail. Et, en prime, Abilis souhaitait l'autorisation — qu'elle s'était pourtant déjà octroyée — de faire pénétrer dans l'usine, chaque matin pendant quatre heures, des employés pour assurer ce qu'elle appelle un "service minimum". Une notion que le patronat du

nettoyage voudrait bien voir intégrer dans la législation en cas de grève.

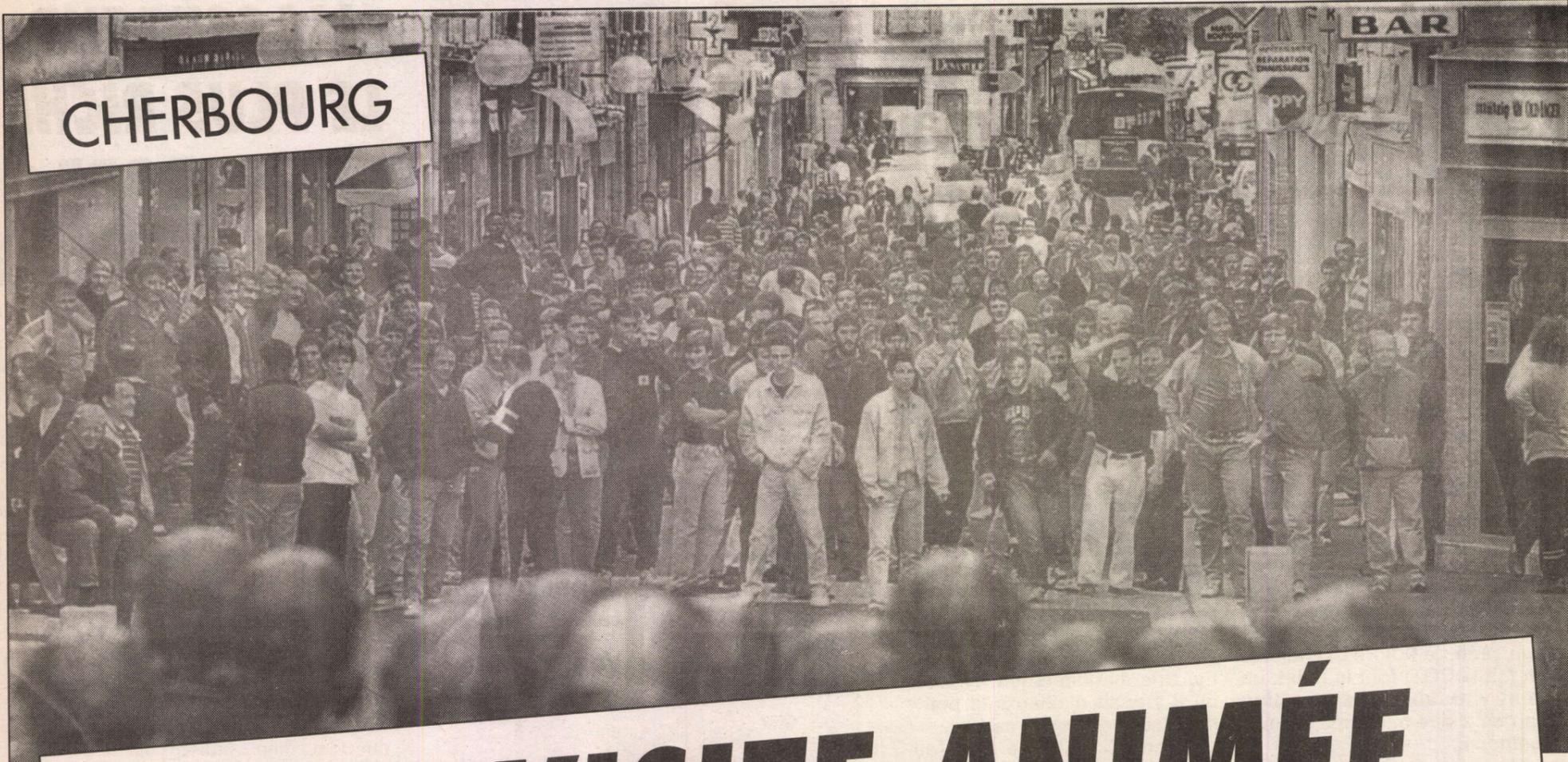
Le tribunal a obtempéré à toutes ces exigences, ramenant seulement, dans son infinie bonté, de 100 F à 50 F par jour et par personne l'astreinte à payer dans le cas où les grévistes pénétreraient quand même dans l'usine. Ce que les grévistes osèrent d'ailleurs dès le lendemain du jugement, le vendredi 3 juillet, après 10 jours de grève, se battant ainsi pied à pied jusqu'au bout.

La reprise du travail

s'est effectuée le lundi 6 juillet sans que les salariés d'Abilis aient obtenu gain de cause. Ce n'est pourtant pas la volonté et la détermination qui ont manqué aux grévistes, hommes et femmes pour la plupart immigrés, en lutte contre une société de nettoyage très dure. Une sale boîte qui a d'ailleurs connu plusieurs conflits depuis le début de l'année, sur les chantiers de Renault-Lardy et de l'aéroport d'Orly notamment.

Correspondant LO

CHERBOURG



UNE VISITE ANIMÉE

Après une première visite à Cherbourg le 30 avril dernier, Laignel, le secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire, revenait dans la ville le 2 juillet dernier, pour rendre compte des propositions gouvernementales pour l'emploi dans la région. La manifestation prévue pour l'accueillir se termina en affrontements avec les gardes mobiles, qui durèrent jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Evidemment, Laignel revenait les mains vides, mais avec une solide escorte de gendarmes mobiles, ceci expliquant sans doute cela.

Les quelques mesures annoncées -300 emplois nouveaux dus aux délocalisations, une commande de patrouilleurs pour l'usine des Constructions Maritimes de Normandie, et la création d'une école d'ingénieurs- furent ressenties à juste titre comme une provocation par les manifestants, face à la disparition, dans les prochains mois, de 800 emplois de la sous-traitance et des suppressions de postes importantes touchant les ouvriers

d'Etat de l'Arsenal, les licenciements à la CIT-Alcatel, etc.

En rendant compte des discussions, les représentants syndicaux multiplièrent les appels au calme, à la dignité, au sang-froid. Mais leurs consignes de dislocation de la manifestation n'eurent aucun effet sur les ouvriers qui voulaient manifester leur colère. La présence massive et provocante des forces de l'ordre, qui, pour dégager le passage du secrétaire d'Etat, arrosèrent les manifestants de grenades lacrymogènes, eut comme effet des affrontements qui firent 56 blessés, dont 38 parmi les gendarmes mobiles.

Toute l'après-midi, ainsi qu'une bonne partie de la

soirée, les affrontements se poursuivirent au centre-ville. Les charges répétées, ainsi que les jets de lacrymogènes, ne découragèrent pas les manifestants, pleurant et toussant, mais revenant à la charge. Des centaines de personnes assistèrent aux affrontements, scandalisées par l'attitude des forces de l'ordre. Des commerçants, solidaires, offraient des bouteilles d'eau et des torchons mouillés, et les pompiers, appelés pour éteindre des feux provoqués souvent par les grenades, se firent canarder par les gendarmes mobiles. Un camion de pompiers arborait une banderole exprimant leur solidarité avec les ouvriers de l'Arsenal. Des vitrines fu-

rent brisées par des grenades. Les commerçants concernés le firent savoir dans la presse, en soulignant que les dégâts étaient dus aux forces de l'ordre, et que des manifestants avaient érigé des cordons pour protéger leurs façades.

On entendait des réflexions du genre : "Et voilà ce qu'on fait avec nos impôts" ou "C'est malheureux, mais il faut employer la violence pour se faire entendre, car même à 12 000 dans une manifestation, cela ne suffit pas". Le 4 juin dernier, en effet, une importante manifestation avait regroupé 12 000 personnes contre les suppressions d'emploi, et le sentiment dominant, après

la visite de Laignel, était que cela n'avait servi à rien, puisqu'aucune proposition concrète n'était venue de la part du gouvernement.

Le lendemain, vendredi 3 juillet, une nouvelle manifestation se déroula dans la ville pour protester contre les violences policières, et exiger la libération des quatre personnes arrêtées la veille. En cours de cortège, on apprit que tout le monde avait été libéré. Les syndicats voulurent alors arrêter là, mais des manifestants déterminés entraînent le cortège devant la sous-préfecture, histoire de marquer le coup par rapport aux charges de la veille. Quelques insultes

et quelques boulons volèrent. La porte, défoncée déjà par deux fois les jours précédents, céda une fois de plus.

Alors que les vacances commencent, tout le monde est persuadé que rien n'est réglé. Le sentiment dominant parmi la population, qui se sent très solidaire des ouvriers de l'Arsenal, est qu'à la rentrée, si rien ne se passe d'ici là, il faudra remettre ça. Il faudra faire revenir le gouvernement sur ses intentions d'aggraver encore le chômage dans une région qui est déjà très éprouvée, comme le reste du pays, par les suppressions d'emplois.

Correspondant LO

SNECMA-GENNEVILLIERS LA DIRECTION JOUE ET PERD

L'article 30 de la Convention collective de la métallurgie stipule que l'employeur n'est pas tenu de payer sa quote-part lors d'arrêts maladie si ceux-ci interviennent hors du territoire français et hors de la CEE, cela même s'ils sont pris en compte par la Sécurité sociale.

Jusqu'à présent la direction de la SNECMA Gennevilliers ne tenait pas compte de cet article et payait dans tous les cas de figure, ce qui faisait partie des avantages acquis propres à l'entreprise.

Récemment la direction de la SNECMA publiait une note de service (qu'elle remettait seulement aux salariés qui demandaient une attestation de congés payés), qui stipulait que dorénavant la direction se limiterait à l'article 30 de la Convention collective.

Autant dire que cette note visait plutôt les travailleurs immigrés "hors CEE", même si dans cette affaire tout le monde pouvait être concerné.

Cela se sut très rapidement dans l'usine et le coup fourré de

la direction, juste avant les congés, provoqua un émoi bien compréhensible.

Beaucoup disaient qu'il ne fallait pas laisser faire et le ton montait.

Différentes interventions syndicales eurent lieu auprès de la direction générale qui, paraît-il, n'était pas au courant. Un courrier fut envoyé à l'inspecteur du travail, et à la direction locale afin que cette dernière retire sa note. La direction refusant de céder, un débrayage était décidé pour le mercredi 1er juillet.

Enfinement devant le mécontentement croissant et la perspective de se retrouver avec un arrêt de travail juste avant les départs, la direction décidait, le mardi 30 juin dans l'après-midi, de retirer sa note de service.

Tous les travailleurs ont perçu cette reculade comme une victoire, bien que chacun ait conscience qu'il faut rester vigilant. La direction peut encore tenter de rogner ici ou là sur un certain nombre d'acquis.

Correspondant LO

**RVI
(Limoges)**

LA LUTTE CONTRE LE PLAN DE LICENCIEMENT CONTINUE

Depuis mercredi 1^{er} juillet, l'usine RVI de Limoges est paralysée. Aucune production ne sort. Chaque matin, nous nous réunissons à 9 h, les syndicats (en fait la CGT) font le point, un point vite fait car la direction n'a rien à dire et campe sur ses positions.

Mercredi 1^{er}, la négociation au siège de RVI à Suresnes n'a rien donné. Beaucoup avaient même l'impression de s'être "fait mener en bateau" car il n'y avait ni représentant de la Régie Renault, ni représentant des ministères... et la direction a commencé à projeter des clips sur les productions possibles dans trois ans !

La direction ne s'engageait que sur le fait que l'usine de Limoges compterait toujours 1 000 employés dans trois ans. Sur le plan actuel de 320 licenciements, rien de neuf, toujours 170 licenciements secs.

Elle confirmait que les 170 d'entre nous qui étaient en "sureffectif" pourraient aller dans des sites de la région lyonnaise ; elle proposait des congés conversion jusqu'en février 1993 et une allocation complémentaire de 1 000 F par mois jusqu'à leur départ à 55 ans à ceux qui seraient à mi-temps.

Les nouvelles provenant de Paris ont déclenché ce jour-là quelques réactions de colère : nous sommes montés dans les bureaux de la direction ; une altercation a eu lieu avec un cadre qui voulait protéger les sous-directeurs et nous avons brûlé l'effigie de Capron, le PDG, devant l'usine.

Ce jour-là aussi, Jouve, conseiller régional rigoutiste, venu apporter son soutien devant l'usine, a été reconduit par les grévistes (la semaine précédente, Rigout avait critiqué les "violences inadmissibles" contre des élus, comme nous le rapportions dans LO n° 1252).

Judi, la grève commencée de fait la veille a continué. Une nouvelle fois, devant l'assemblée générale, le directeur a répété que les 170 lettres de "sureffectifs" seraient envoyées la semaine suivante.

Aussitôt, il a été décidé de sortir la direction de l'usine, et

sept directeurs et sous-directeurs se sont retrouvés dehors, devant l'usine, au milieu des grévistes. Et, peu après, devant une manifestation près de l'usine. Une manifestation massive où il y avait d'ailleurs la petite maîtrise et quelques cadres.

Vendredi, la grève était toujours aussi massive. A l'appel de la CGT, une nouvelle manifestation était décidée. Certains voulaient manifester en ville, mais depuis la manifestation houleuse de la semaine passée, les syndicats n'y tiennent pas. Aussi ont-ils proposé de manifester sur le "quatre voies", pas très loin de l'usine et quasiment à la campagne !

Ce jour-là, nous n'avons sorti de l'usine que quatre directeurs. Nous étions plusieurs centaines en bleus, en blouses, derrière les 4 directeurs. On a bien essayé de proposer à des automobilistes de les accueillir pour nous en débarrasser, mais personne n'en a voulu !

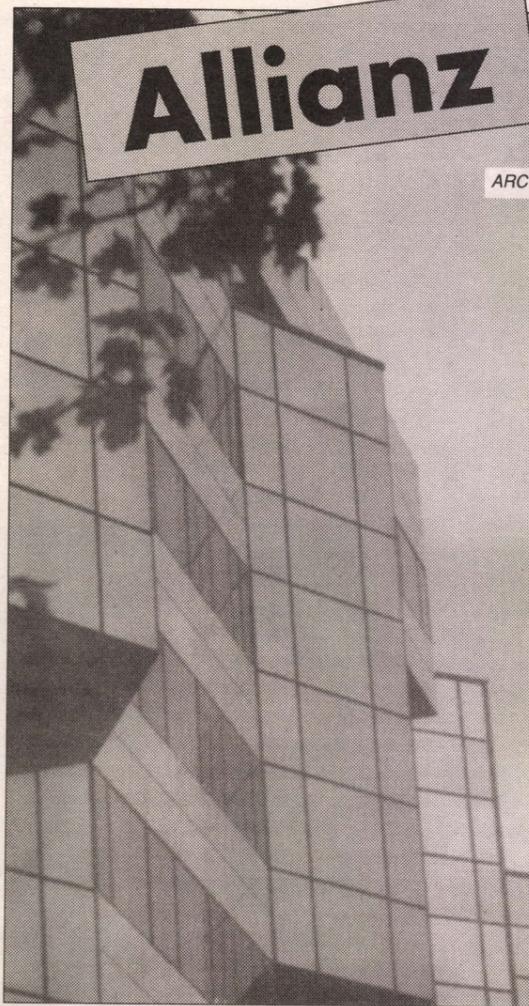
Et comme nous n'avions pas envie de nous arrêter de manifester, de prolongements en prolongements, nous nous sommes retrouvés dans une cité ouvrière, à La Bastide. Là, l'ambiance est montée d'un ton, les slogans ont fusé, les invectives contre les directeurs aussi : "Regarde comment c'est fait une HLM", "Ça te change des beaux quartiers". Il y avait du monde aux fenêtres pour rire et parfois applaudir et prendre des photos. Il faut dire que les 4 directeurs faisaient triste mine. Puis ce fut le même scénario, dans une autre cité ouvrière, à Raoul Dautry.

L'après-midi, un travailleur a reçu une lettre préalable au licenciement suite à l'altercation de mercredi. Aussitôt nous sommes montés en nombre à la direction... qui annulait la lettre.

Lundi 6 juillet, le mouvement continuait. La direction campait sur ses positions, nous aussi. Les lettres individuelles devaient arriver mercredi 8 ou jeudi 9. Comment y répondre ? Que faire ? Les syndicats ne poussent pas à en discuter, au contraire. Alors, pour l'instant, c'est l'attente.

Correspondant LO

Allianz



Le nouvel immeuble de la compagnie à Charenton.

La direction d'Allianz-Via, une compagnie d'assurances qui emploie 2 000 personnes dans la région parisienne dont 1 600 au siège social à Charenton, vient de publier un "plan social" dans le but de supprimer 325 emplois d'ici la fin mars 1993.

Comme c'est devenu l'habitude dans de nombreuses entreprises, le tout est déguisé en "plan d'incitation aux départs volontaires".

Mais quand on regarde de plus près le calendrier et la procédure définis, il s'agit bel et bien d'un plan de licenciements avec des méthodes particulièrement cyniques.

D'abord l'"incitation" aux départs volontaires se ferait avec le versement d'une somme de 20 000 F en plus des indemnités de licenciements conventionnelles (environ 60 à 80 000 F pour un employé ayant 20 ans d'ancienneté).

Quant à la procédure envisagée pour liqui-

L'ASSUREUR LE PLUS RICHE D'EUROPE VEUT LICENCIER

der les 325 personnes, elle a le mérite de l'originalité. Dans le genre odieux, Allianz innove : début septembre, après une première sélection, la direction devrait publier une liste de 1 000 postes "nécessairement à pourvoir" avec les 1 000 noms correspondants des personnes sûres de rester. Tous ceux qui ne feraient pas partie des 1 000 premiers "élus", devraient alors faire acte de candidature pour les 500 postes restant à pourvoir. C'est ainsi qu'après 15, 20 ou 25 ans de travail, un employé se retrouverait "demandeur d'emploi" dans sa propre entreprise en concurrence avec des centaines de collègues. Enfin, après examen de sa candidature, on lui indiquerait s'il est repris ou bien s'il est licencié. Voilà la méthode particulièrement crapuleuse et destinée à diviser les travailleurs que la direction compte utiliser pour se débarrasser de 163 employés et AM et 162 cadres.

Et les raisons invoquées pour tout cela ? Oh, pas grand-chose, un petit résultat négatif au bilan 1991.

Mais, au fait, qui est Allianz ?

- 160 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991.

- Des filiales dans plus de 40 pays, des USA en passant par la Hongrie ou le Japon.

- Des participations importantes dans la majeure partie des grosses entreprises allemandes, de la banque à la sidérurgie en passant par l'électronique.

- Des milliers de milliards en immeubles, actions, obligations, placements divers en Italie, en Espagne, en France et ailleurs.

- Le n° 1 de l'assurance en Europe, qui vient de rentrer dans le club très fermé des 10 plus gros assureurs mondiaux.

A l'heure où il y a 3 millions de chômeurs, c'est ce géant de la finance qui veut accroître encore plus ses profits en licenciant 325 personnes.

Renault (Douai)

32 JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM

André Viseur, licencié sans indemnités par Renault-Douai sur la base de témoignages de chefs, faisait la grève de la faim devant l'usine, comme nous l'avons rapporté dans nos éditions précédentes.

Après 32 jours, il vient d'arrêter sa grève de la faim, et a accepté les propositions de la direction : 60 000 F d'indemnités, un stage de formation de magasinier et une

promesse d'embauche dans une entreprise distante de moins de 20 km de son domicile.

André Viseur réclamait sa réintégration à son poste de travail, et sur ce point, il n'a pas obtenu satisfaction.

Mais la direction, de son côté, ne voulait rien céder. Elle a donc dû reculer aussi. Mais elle s'en sort bien, sans dommages. On ne peut pas en

dire autant d'André Viseur qui se retrouve maintenant à l'hôpital, très affaibli et diminué.

Quant aux travailleurs de l'entreprise, ils ne sont quasiment pas intervenus dans cette affaire. Le sentiment qui domine, c'est que la direction n'a pas lâché.

En effet, elle n'a sûrement pas lâché autant ni aussi vite que si tous les travailleurs de l'entreprise s'y étaient mis...

À GAUCHE À LA PLACE DU CŒUR

de Leonhard Frank

L'écrivain allemand Leonhard Frank est aujourd'hui bien oublié. Il fut pourtant connu des lecteurs des milieux socialistes et communistes allemands dans les années 1920-30. Et pas seulement d'eux puisque plusieurs de ses romans (*Monsieur Mager assassiné, La bande de brigands, Le bourgeois, Karl et Anna, Frère et sœur*) furent traduits à l'époque en français. Seul le premier, qui dénonce la peine de mort, a été récemment réédité sous un autre titre (*La cause*, éditions Ombres).

A gauche à la place du cœur, publié en 1952 et traduit pour la première fois en français, se présente comme un roman. Mais c'est avant tout une autobiographie de l'auteur, à peine travesti sous le prénom de Michael. Le titre résume bien les convictions d'un auteur qui se sentait proche des combats et des espoirs du monde ouvrier, tout simplement parce que Leonhard Frank fut d'abord un ouvrier serrurier.

Mauvais ouvrier, selon ses propres dires, attiré par le milieu de la bohème artistique et littéraire, il abandonna la vie d'ouvrier pour tenter sa chance en entreprenant, avant la Première Guerre mondiale, une carrière d'artiste peintre à Munich, alors haut lieu d'expression artistique. Ce fut un échec. Il se rendit ensuite à Berlin où il devint écrivain.

Son premier livre fut une protestation pacifiste contre la guerre. Alors que des hommes s'étrépaient dans les tranchées, il proclamait que *L'homme est bon*, affirmant par là que la nature humaine n'était pas responsable de la guerre, mais l'organisation sociale capitaliste.

Si commençait pour lui une carrière d'écrivain, il garda, toute sa vie, de

ses origines ouvrières, une simplicité et une fermeté de convictions. Il ne fut jamais un militant mais son cœur battit au rythme du succès de la Révolution russe de 1917 et de la Révolution allemande de 1919-1923, dont il ressentit l'échec. Homme sans fard, s'il était important pour lui d'"être aimé par la femme qu'il aime", il tenait aussi à conclure son foi socialiste : "Les hommes et les peuples opprimés qui vont de l'avant n'ont qu'une fonction d'organes d'exécution de l'histoire, ils sont les grains de sable qui font grincer les rouages du monde en place." Et il disait "à ceux qui veulent l'entendre et à ceux qui ne veulent pas l'entendre, que les grains de sable l'emporteront, car rien ne peut arrêter l'évolution de l'histoire dont la tendance essentielle conduit à un ordre économique de type socialiste."

Cette déclaration fait aujourd'hui sourire le préfacier, compagnon de route désabusé du PCF. Pourtant ce sont ces convictions qui permirent à Leonhard Frank de ne pas baisser les bras devant les difficultés : car, après la gloire littéraire, il dut subir la persécution nazie (son œuvre fut interdite en Allemagne hitlérienne), l'exil, les camps d'internement français, l'évasion vers les Etats-Unis.

Lucide et cultivé, il ne s'en laissait pas compter : derrière un ouvrier américain offrant des glaces à ses enfants, il savait voir que "le niveau de vie élevé des masses américaines avait été obtenu à la suite des grèves les plus dures et les plus sanglantes de l'ère industrielle". Il pensait : "La chemise propre que porte ce jeune père et les glaces que ses enfants mangent avec tant de plaisir, tout cela a déjà été



payé il y a bien des années, et chèrement payé."

S'exprimant dans une langue simple (pour lui, c'est l'écrivain, et non pas le lecteur, qui doit faire l'effort : à lui d'être lisible), son roman fait revivre pour le lecteur d'aujourd'hui les rêves et les espoirs d'une génération qui vécut tour à tour la vague chauvine de la Première Guerre mondiale, les espoirs de la vague révolutionnaire qui suivit, son échec et la victoire du nazisme, l'exil et une nouvelle guerre mondiale. S'il nous touche, c'est qu'au terme de ces épreuves et de ces échecs, il avait encore la force et la conviction de crier, avec raison, sa foi dans une économie socialiste à ses yeux bien supérieure à celle du capitalisme.

Jacques FONTENOY

A gauche à la place du cœur de Leonhard Frank, éditions PUG, 222 pages, 110 F.



I WAS ON MARS

"J'étais sur la planète Mars"

de Dani Levy

J'étais sur la planète Mars raconte la découverte de la vie américaine par une jeune femme originaire de Pologne débarquée à New York. Un gros plan sur un talon aiguille qui se coince dans les marches d'un escalator donne le ton, ironique et un peu grinçant, de ce film presque sans paroles - la jeune femme ne parle pas anglais.

Ne pas pouvoir comprendre la langue d'un pays entraîne parfois des conséquences imprévues : on peut se sentir menacé par le ton d'un chauffeur de taxi qui vous met en garde sur un quartier malfamé et se faire escroquer par un gigolo qui prend un ton charmeur... en fouillant votre sac à main.

On assiste d'abord à la dégringolade sociale de l'héroïne, qui tente d'abord de gagner quelques dollars comme serveuse dans des bars ou des restaurants. Elle apprend vite à ses dépens que garder sa place en même temps que sa dignité n'est pas toujours chose facile. Dépouillée, elle quitte son hôtel à touristes pour un

sordide hôtel de passe, pour finir par dormir dans la rue avec un sac de couchage rescapé du naufrage. On s'attend au pire... quand le film change soudain de direction : l'héroïne a retrouvé son voleur et entend se faire rembourser...

Ce film sans prétentions montre que, derrière la vitrine clinquante du capitalisme, il y a toute une misère : bien des hommes dans la force de l'âge n'ont d'autre choix, pour survivre tant bien que mal, qu'entre des boulots durs, mal payés, ou une vie faite d'expédients. Il dénonce le "rêve américain" n'offrant comme abri à des jeunes sans emploi ou à des vieux sans ressources que de dormir dans les rues.

Dans une pirouette finale, ce film, réalisé par un metteur en scène allemand, rappelle à tous ceux qui vivent dans les pays développés qu'ils n'ont aucune raison d'avoir la grosse tête en se figurant que le fric peut tout acheter. Bref, le "rêve capitaliste" a du plomb dans l'aile...

Jacques FONTENOY

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chattroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Italie

**FERMETURES
D'USINES
ET LICENCIEMENTS**

**UN PATRONAT
À L'OFFENSIVE**



Manifestation des travailleurs de Pirelli.

Le 3 août prochain, les 3750 ouvriers de l'usine Fiat-Lancia de Chivasso, une usine de 4300 salariés au total située à une trentaine de kilomètres de Turin, devraient quitter celle-ci pour ne plus y mettre les pieds. Telle est la substance de l'accord conclu vendredi 3 juillet entre les directions syndicales italiennes et celle de Fiat, accord qui met fin à un mois de conflit.

**Fiat
licencie**

La direction de Fiat, qui contrôle aussi les marques Lancia et Alfa-Romeo, se plaint à qui veut bien l'entendre de la crise et de l'insuffisance de l'actuel marché de l'automobile. Elle multiplie depuis des mois les mises en chômage partiel et ne fait pas mystère de ses intentions de réduire les effectifs, voire de fermer des usines.

De ce point de vue, celle de Chivasso ne serait que la première de la liste. Mais elle était aussi réputée pour être une des plus combatives. Alors, renouvelant une tactique déjà utilisée en 1980 pour la première grande vague de licenciements à la Fiat de Turin, le patron de Fiat, Agnelli, et son PDG, Romiti, ont d'abord placé la barre bien haut, en annonçant la fermeture et le licenciement pur et simple des travailleurs de l'usine. Puis, après un mois de grève et de manifestations des travailleurs de celle-ci, ils ont fait machine arrière sur des positions sans doute prépa-

rées d'avance... et qui permettent aux directions syndicales de proclamer qu'elles ont imposé au patron un recul.

Selon l'accord conclu le 3 juillet, il n'y aurait en effet aucun "licenciement sec"; les travailleurs seront mis en "cassa integrazione", c'est-à-dire au chômage partiel total indemnisé aux trois quarts du salaire, pour une durée de trois ans. Au terme de ceux-ci, promet Fiat, 2716 ouvriers seraient réintégrés dans les autres usines du groupe tandis que d'autres partiraient en préretraite et que l'incertitude demeurerait sur le sort de quelque 500 travailleurs. Mais le patron de Fiat compte évidemment sur le découragement et sur le fait que, las d'attendre une hypothétique réintégration, isolés désormais chacun chez soi, les travailleurs en "cassa integrazione" iront chercher du travail ailleurs, comme cela s'est produit dans le précédent de 1980.

Les syndicats en tout cas ont signé sans même attendre d'avoir l'avis des travailleurs - seule une des trois fédérations a fait mine de le faire, à un moment où de toute façon les jeux semblaient faits. Mais cette signature en fait est un aval donné à une vague de licenciements qui touche tout le pays.

**Une vague
qui touche
tout le pays**

Tout d'abord, les projets de licenciements de Fiat ne s'arrêtent pas à Chivasso. Mais les autres grands groupes industriels ne sont pas en reste. Olivetti,

Maserati, le géant italien du pneu Pirelli, les groupes privés comme ceux du secteur à participations d'Etat ont tous annoncé de pesantes réductions d'effectifs, avec souvent des licenciements à la clé. Certains de ces projets tiennent de la simple provocation, comme celui de la Piaggio qui envisage de fermer son usine de Pontedera, près de Pise, qui fabrique les scooters Vespa, pour transférer sa production dans le Sud. Ainsi, elle bénéficierait de 270 milliards de lires de subventions d'Etat au titre de l'aide au développement du Mezzogiorno; celle-ci est en Italie le prétexte classique pour fournir aux patrons l'argent de l'Etat, avec l'aval de tous les partis et des syndicats, sans que cela ait jamais changé quoi que ce soit

à la situation du Sud ! Cette fois, "l'aide" au Sud servirait aussi de prétexte pour faire passer en plus les licenciements dans le Nord...

En tout cas, au moment où de toute évidence c'est une offensive patronale d'ensemble qui est en cours contre la classe ouvrière, les dirigeants syndicaux se sont bien gardés de chercher à relier les unes aux autres les réactions ouvrières en cours, de Pirelli et Maserati à la Fiat de Chivasso, et à les faire converger sur un objectif comme le blocage des licenciements qui, dans cette situation, aurait sans doute été largement compris. Tout comme ils se sont gardés aussi d'organiser la lutte sur un autre terrain où les patrons sont aussi à l'offensive : celui des salaires.

En effet, au même moment, patronat et syndicats s'entendent pour enterrer de concert les derniers vestiges de l'échelle mobile qui, jusqu'à il y a quelques années, protégeait les salaires contre l'inflation. Un accord dans ce sens a été signé à l'automne dernier. Les quelques réactions pour tenter d'obtenir, en mai, le paiement de la dernière indemnité qui aurait été due au titre de l'échelle mobile, ont été laissées isolées. Les patrons, considérant déjà l'affaire comme réglée, en sont maintenant à proposer de revoir tout le système de relations contractuelles en vigueur. Les contrats collectifs de branches industrielles ne concerneraient plus que les conditions de travail, à l'exclusion des salaires qui ne

seraient plus négociés que par entreprise.

En enterrant ainsi les contrats collectifs en même temps que l'échelle mobile, les patrons se débarrasseraient de toute contrainte de négocier les salaires à l'échelle nationale, ce qui avait pour le patronat l'inconvénient de tendre à unifier les revendications et les luttes.

De toute évidence, les patrons italiens sont décidés à profiter jusqu'au bout d'une conjoncture qui voit les syndicats unis pour avaler n'importe quoi. Au moment où, peut-être, le mécontentement ouvrier aurait pu converger et s'unifier autour d'objectifs comme la défense des salaires et l'interdiction des licenciements.

André FRYS

Le nouveau gouvernement

D'ABORD ANTI-OUVRIER

Après des mois de crise gouvernementale, l'Italie est en passe d'avoir un nouveau gouvernement, sous la présidence d'un socialiste : Giuliano Amato. On avait parlé lors des élections d'avril d'un "tremblement de terre politique". Mais c'est en fait encore une fois, à très peu de choses près, la même coalition gouvernementale qui se met en place, appuyée sur la même majorité gouvernementale de centre-gauche, simplement encore plus ténue. La seule vraie différence est qu'elle est présidée par un socialiste et non plus par un démocrate-chrétien. Une différence qui, à vrai dire, n'est pas vraiment de bon augure pour la classe ouvrière.

Car depuis des mois, la bourgeoisie italienne déclare que le temps presse et réclame un gouvernement efficace pour faire passer les mesures d'austérité qu'elle attend. Là comme ailleurs, c'est le prétexte européen qui est brandi. Pour bénéficier de la monnaie commune prévue par les accords de Maastricht, la bourgeoisie italienne a besoin de réduire le déficit du budget de l'Etat. Elle n'entend évidemment pas le faire en se privant des multiples subventions que lui donne celui-ci. Elle préfère que cela se fasse aux dépens des retraites, des salaires des fonctionnaires, du fonctionnement des services publics, au prix d'une restructuration de ceux-ci, de

privatisations et d'augmentations des impôts des particuliers... bref, aux frais des travailleurs en général, tandis qu'elle réclame que les fonds d'Etat servent à "la relance industrielle", c'est-à-dire à subventionner les profits.

Telle est donc la tâche assignée au gouvernement Amato, et voilà pourquoi un socialiste est tout désigné pour le poste de Premier ministre. Ce gouvernement à la majorité parlementaire fragile a de ce point de vue plus d'atouts qu'il n'y paraît. Il est en effet assuré, sur le plan social, de la collaboration du PDS d'Occhetto, l'ancien Parti Communiste devenu le "Parti Démocratique de la Gauche", même si celui-ci est

en dehors de la majorité. Un des enjeux de la docilité du PDS et de sa collaboration avec Amato est en effet son intégration future aux majorités gouvernementales, voire son unification avec le Parti Socialiste. Et ce n'est pas par hasard si l'on constate une disponibilité à tout signer de la part de la CGIL - la CGT italienne - dont le secrétaire général Trentin suit une ligne qui est sur le plan syndical le pendant, encore accentué, du recentrage politique de l'ancien PC d'Occhetto.

"Amato", en italien, cela veut dire aussi "aimé". Du côté des travailleurs, ce nouveau gouvernement ne le sera pas beaucoup.

A. F.